

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES  
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION

---



Soixante-dixième session du Comité permanent  
Rosa Khutor, Sotchi (Fédération de Russie), 1 – 5 octobre 2018

Questions spécifiques aux espèces

NAPOLÉON (*CHEILINUS UNDULATUS*) :  
RAPPORT DU SECRÉTARIAT

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. À sa 17<sup>e</sup> session (CoP17, Johannesburg, 2016), la Conférence des Parties a adopté les décisions suivantes sur le *Napoléon* (*Cheilinus undulatus*) :

**À l'adresse des Parties**

16.139 (Rev.COP17)

*Pour appliquer efficacement l'inscription du napoléon à l'Annexe II, les Parties devraient :*

- a) *utiliser les documents existants énumérés dans le paragraphe 13 du document CoP16 Doc. 62 (Rev. 1) lorsqu'elles appliquent l'inscription du napoléon à l'Annexe II ; et*
- b) *enquêter sur les violations signalées de la Convention et des lois nationales en rapport avec le commerce de napoléons et prendre les mesures de lutte contre la fraude appropriées, conformément à leur législation nationale.*

*En outre, les États de l'aire de répartition et les Parties d'importation devraient renforcer la coopération bilatérale et régionale, y compris l'échange de renseignements et les mesures de lutte contre la fraude.*

**À l'adresse du Comité permanent**

15.87 (Rev. CoP17)

*Le Comité permanent :*

- a) *examine les mesures prises par les Parties pertinentes pour appliquer l'inscription du napoléon à l'Annexe II ;*
- b) *examine s'il est nécessaire de demander aux États de l'aire de répartition et aux États d'importation de fournir d'autres informations sur les mesures qu'ils ont prises pour veiller à la mise en œuvre efficace de la Convention concernant le commerce de cette espèce ;*
- c) *élabore s'il y a lieu, des recommandations pour améliorer la réglementation du commerce international du napoléon et l'application des contrôles, afin de garantir l'efficacité de l'inscription de l'espèce à l'Annexe II ; et*

- d) communique ses conclusions et recommandations concernant toute mesure de suivi appropriée à la 18<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties.

**À l'adresse de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)**

16.140 (Rev. CoP17)

*Le Groupe de spécialistes des serranidés et des labridés de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) continue de soutenir les Parties dans leurs efforts de mise en place d'une pêche durable du napoléon et d'émission d'avis de commerce non préjudiciable conformément à la CITES.*

**À l'adresse du Secrétariat**

17.201 Sous réserve de fonds externes, le Secrétariat collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la réalisation d'un projet de la FAO visant à aider l'Indonésie à mettre en place une gestion et un commerce durables du napoléon, et coopère avec la FAO pour faire rapport sur l'avancement de ce projet et ses résultats au Comité permanent.

17.202 Le Secrétariat fait rapport sur la mise en œuvre des décisions sur le napoléon (*Cheilinus undulatus*) à la 69<sup>e</sup> ou à la 70<sup>e</sup> session du Comité permanent.

**Historique**

3. À sa 69<sup>e</sup> session (SC69, Genève, novembre 2017), le Comité permanent a adopté les recommandations suivantes à l'appui de la mise en œuvre de la décision 15.87 (Rev. CoP17) (voir compte rendu résumé de la 69<sup>e</sup> session du Comité permanent, pp. 50-51) :

- Le Comité permanent félicite la RAS de Hong Kong et l'Indonésie pour le travail et les progrès accomplis dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la gestion des prélèvements, les systèmes de production, le contrôle et le suivi des exportations/importations et la protection des habitats.
- Le Comité permanent reconnaît les progrès réalisés par l'Indonésie dans la préparation d'un plan d'action national actualisé, avec l'élaboration d'un ACNP qui facilite le commerce international légal des spécimens de napoléons en veillant à ce que cela ne menace pas leur survie.
- Le Comité permanent apprécie les efforts déployés par le Groupe de spécialistes des serranidés et des labridés de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans le cadre d'actions concertées visant à promouvoir une production et un commerce durables de napoléons.
- Toutefois, le Comité permanent reconnaît également qu'il est encore observé actuellement un commerce illégal de poissons vivants et congelés avec peu d'informations relatives à l'origine des produits sur le marché.
- Le Comité permanent encourage les donateurs à mettre à la disposition du Secrétariat CITES, de la FAO et de l'UICN des financements externes en temps opportun pour continuer à soutenir l'Indonésie dans la gestion durable des pêches, y compris de la pêche liée à l'élevage en ranch et aux nouveaux systèmes de production, conformément aux décisions 16.140 (Rev. CoP17) et 17.201.
- Le Comité permanent demande au Secrétariat d'émettre une nouvelle notification afin de demander aux Parties de partager des informations sur les règlements nationaux en vigueur concernant la gestion, la conservation et le commerce de napoléons avant la 70<sup>e</sup> session du Comité permanent (SC70).
- Le Comité permanent prie les États sources et les États consommateurs de napoléons d'intercepter et de prendre des mesures contre les envois illégaux et, le cas échéant, de partager des informations sur ces captures et ce commerce illégal avec le Secrétariat et les autorités CITES des Parties concernées.
- Le Comité permanent reconnait que la nouvelle pratique de grossissement et d'élevage des napoléons dans des champs d'algues en eau peu profonde pourrait offrir d'importantes possibilités de subsistance

*et de reconstitution des stocks qui bénéficieraient de l'appui de la recherche et de l'élaboration de politiques liées à ces nouvelles pratiques, notamment, afin de réduire au minimum le risque que les produits acquis en violation de la Convention et des lois nationales connexes n'entrent sur le marché.*

- *Le Comité permanent encourage les Parties et les donateurs à collaborer à l'élaboration et à l'utilisation de techniques de traçabilité rentables, notamment de technologies de suivi des navires transportant des poissons vivants, de techniques de reconnaissance et de traçabilité individuelles des poissons pour exclure du marché les produits acquis en violation de la Convention et des lois nationales connexes.*
- *Le Comité permanent décide d'examiner, à sa 70<sup>e</sup> session, les informations fournies par les États de l'aire de répartition et les États qui font le commerce et ont des marchés pour déterminer si d'autres interventions, notamment des projets de décisions additionnels à communiquer à la 18<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties, sont requises de manière à dûment traiter les violations signalées de la convention et des lois nationales y relatives.*

Éléments nouveaux depuis la 69<sup>e</sup> session du Comité permanent :

4. En réponse à la demande du Comité permanent, le Secrétariat a publié la notification aux Parties n° 2018/066 en date du 4 juillet 2018 invitant les Parties à partager les informations sur la réglementation nationale en vigueur concernant la gestion, la conservation et le commerce du napoléon avant la 70<sup>e</sup> session du Comité permanent.
5. Le Secrétariat a reçu cinq réponses à la notification n° 2018/066 envoyées par l'Australie, la Chine, les États-Unis d'Amérique, Singapour et la Thaïlande ; elles figurent en annexe 2 au présent document (dans la langue dans laquelle elles ont été soumises). Un résumé de leur contenu est présenté ci-dessous :
  - a) **Australie** : L'Australie fournit des informations sur la gestion de la pêche aux niveaux national et infranational, ainsi que sur les mesures prévues dans le pays pour protéger le napoléon, notamment la Loi de 1999 sur la protection de l'environnement et la biodiversité. La seule activité de pêche commerciale de l'espèce à des fins d'exportation est limitée à 50 individus par an. Depuis le 2 janvier 2017, l'Australie a délivré trois permis d'exportation CITES pour un total de 54 spécimens vivants de napoléon.
  - b) **Chine** : La Chine présente les activités déployées, notamment en termes de législation, de commerce et de lutte contre la fraude, au niveau de la Chine, de la RAS de Hong Kong (Chine) et de la RAS de Macao (Chine). Des spécimens de napoléon sont importés en Chine continentale et dans la RAS de Hong Kong (Chine). La RAS de Hong Kong (Chine) fait état d'importations de spécimens sauvages et issus de l'élevage en ranch en provenance d'Indonésie.
  - c) **Singapour** : Singapour décrit les mesures prises pour appliquer les dispositions de la Convention relatives au napoléon dans le cadre de la Loi en vigueur sur les espèces menacées d'extinction (importations et exportations), ainsi que les activités de sensibilisation connexes mises en place dans le pays. Un nombre très limité de transactions commerciales portant sur de très faibles volumes sont signalés comme en lien avec Singapour.
  - d) **Thaïlande** : La Thaïlande expose sa réglementation nationale concernant le napoléon en vertu de la Notification des ministères des Ressources naturelles et de l'Environnement sur l'interdiction des exportations et des importations d'espèces sauvages et de carcasses en date du 12 avril 2017, et précise qu'aucun permis n'a été délivré pour cette espèce.
  - e) **États-Unis d'Amérique** : Les États-Unis d'Amérique présentent les activités de pêche et les mesures de gestion prises dans quatre territoires américains vis-à-vis du napoléon. Très peu de poissons sont capturés et l'espèce n'a fait l'objet d'aucune exportation selon la base de données CITES sur le commerce.
6. S'agissant des spécimens en provenance d'Indonésie mentionnés dans la réponse de la Chine, le Secrétariat attire l'attention sur la notification aux Parties n° 2018/022 du 27 février 2018, publiée par le Secrétariat au nom de l'Indonésie. Bien que ce pays ait fixé un quota d'exportation annuel volontaire de 1 800 spécimens vivants de napoléon d'origine sauvage pour 2018, lesquels ne peuvent être exportés que par voie aérienne, il est expliqué dans la notification que ces restrictions ne s'appliquent pas, sous certaines conditions, aux spécimens de napoléon produits dans des installations d'élevage en mer (code de source R) d'une taille comprise entre 1000 et 3000 grammes.

7. En ce qui concerne la décision 17.201, le Secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec la FAO pour tenter d'obtenir un financement externe permettant sa mise en œuvre. Toutefois, au moment de la rédaction du présent document, aucun financement de ce type n'avait encore été obtenu.

#### Discussion et conclusions

8. Le Secrétariat remarque que depuis l'adoption de la décision 15.87 à la 15<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CoP15, Doha, 2010), des efforts considérables ont été consentis pour accroître l'efficacité de l'inscription de l'espèce à l'Annexe II et que les volumes et la structure du commerce ont eux aussi énormément évolué, comme indiqué dans la figure 1, l'Australie et l'Indonésie demeurant les seuls grands exportateurs de spécimens de cette espèce.

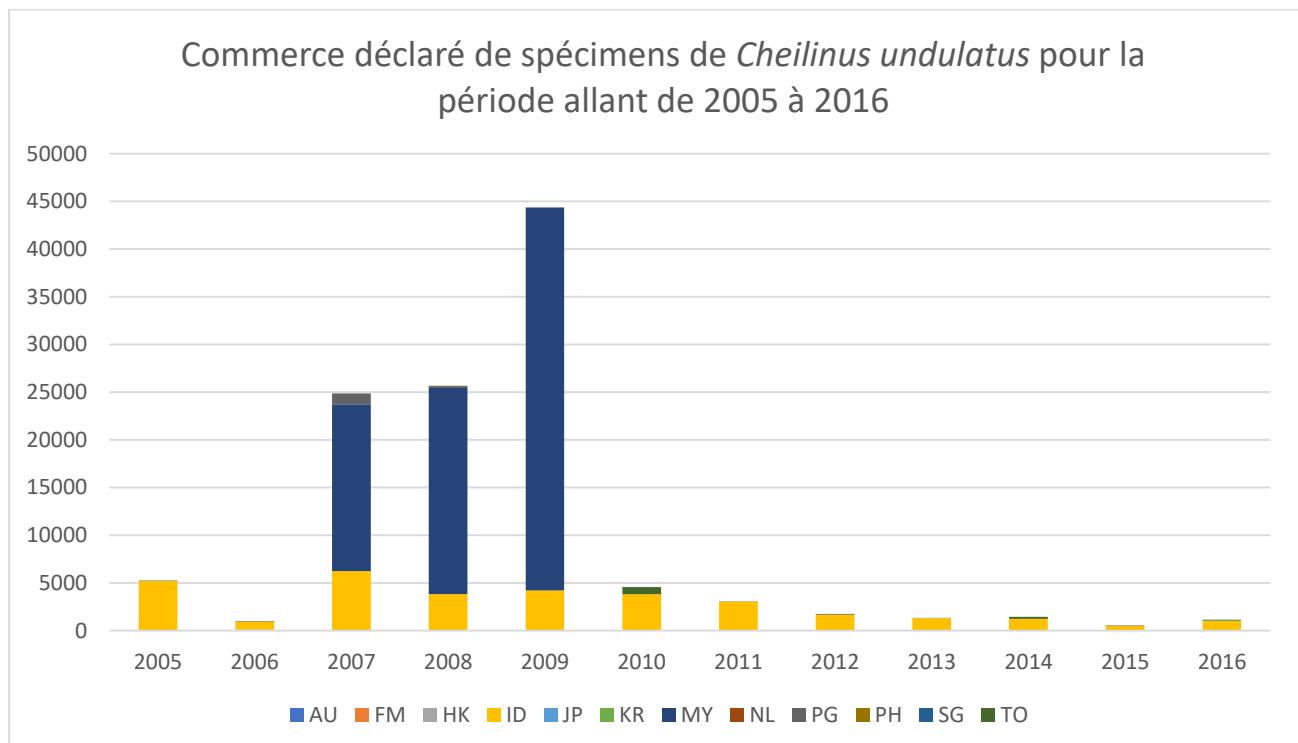


Fig.1 : Commerce déclaré de spécimens de *Cheilinus undulatus* pour la période allant de 2005 à 2016 tel que figurant dans la Base de données sur le commerce CITES (consultée le 02.08.2018). Les années sont indiquées en abscisse, le volume des échanges en ordonnée (unité = nombre d'individus) et les pays en couleur.

9. Le Secrétariat note cependant que, faute de financement extérieur, il n'a pas été possible de donner suite à la demande mentionnée dans la décision 17.201 invitant la FAO et la CITES à aider l'Indonésie à mettre en place une gestion et un commerce durables de *Cheilinus undulatus*.
10. Le Secrétariat indique par ailleurs que dans l'hypothèse où le volume des échanges de *Cheilinus undulatus* augmenterait à l'avenir et où l'on craindrait que ce commerce nuise à la survie de l'espèce dans la nature, ces cas pourraient être intégrés dans l'Étude du commerce important [résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP17)] ou dans l'Étude du commerce de spécimens d'animaux signalés comme produits en captivité (résolution Conf.17.7), en fonction du code de source du spécimen. Il note en outre que le nouveau rapport annuel sur le commerce illégal présenté par les Parties en application de la résolution Conf. 11.17 (Rev. CoP17), *Rapports nationaux*, devrait fournir des informations sur toute nouvelle violation signalée de la Convention concernant *Cheilinus undulatus*.
11. Sur la base de ces observations, le Secrétariat a établi un projet de décision figurant en annexe 1 pour examen par le Comité permanent au cours de la présente session ; le Comité permanent pourrait l'examiner dans le cadre de son mandat au titre de la décision 15.87 (Rev. CoP17) afin de communiquer ses conclusions à la 18<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties.

#### Recommandations

12. Le Comité permanent est invité à :
- étudier les informations figurant dans le présent document et ses annexes ; et

- b) proposer l'adoption du projet de décision figurant en annexe 1 au présent document dans le cadre de son rapport à la 18<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties au titre du paragraphe d) de la décision 15.87 (Rev. CoP17).

Projet de décision préparé par le Secrétariat

**À l'adresse du Secrétariat**

Décision 18.AA

Le Secrétariat CITES, sous réserve de fonds externes, invitera l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Groupe de spécialistes des serranidés et des labridés de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à lui apporter leur soutien pour aider, sur demande, les principaux pays exportateurs et importateurs de *Cheilinus undulatus* à résoudre le derniers problèmes en suspens relatifs à l'application de la CITES et à garantir une gestion et un commerce durables et bien réglementés de l'espèce.

**Notification 2018/066 information on national regulation in place on the management, conservation and trade in humphead wrasse (*Cheilinus undulatus*)**

Australia is pleased to provide the following response to Notification 2018/066 concerning the management, conservation and trade in humphead wrasse (*Cheilinus undulatus*). Australia manages fisheries at both the national and the sub-national level. Australia also regulates the export of commercially harvested marine species, and trade in CITES-listed Species.

Humphead wrasse occur over a large range in reef areas from north-western to north-eastern Australia (distribution information is available at

[https://biodiversity.org.au/afd/taxa/Cheilinus\\_undulatus](https://biodiversity.org.au/afd/taxa/Cheilinus_undulatus)). In Australia, species are regulated under a range of national and sub-national legislation. Humphead wrasse are protected in the waters in which they are found (relevant legislation includes the *Fish Resources Management Act 1999* (Western Australia), the *Fisheries Act 1994* (Queensland) and the Great Barrier Reef Marine Park Regulations 2003). As a CITES species, the trade of humphead wrasse is regulated by the *Environment Protection and Biodiversity Act 1999*.

The Commonwealth Coral Sea Fishery is the only commercial fishery in Australia permitted to export humphead wrasse. The Fishery is conditioned to limit the take of humphead wrasse to no more than 50 individuals per year and is required to evaluate, document and seek to mitigate any risks posed by the fishery on humphead wrasse. Currently only one entity operating under this fishery exports humphead wrasse from Australia. Export numbers are low, typically less than 20 animals per year. The 2016 annual report (<http://www.environment.gov.au/system/files/pages/29af4f6d-d3ce-4f6b-a397-93d10f98dac8/files/coral-sea-2017-annual-status-report-attachment-b.pdf>) from this fishery stated that take was (at that time) less than 10 individuals (harvested that year). This is considered to be very low compared to the likely population size in the fishery area. Additional information about the management of the fishery, including a map of the fishery area, is available on the Australian Fisheries Management Authority website (<http://www.afma.gov.au/fisheries/coral-sea-fishery/>).

In addition to the above measures, Australia has established 60 marine parks around the country to protect marine species and habitat. Many areas of the marine parks strictly regulate, or do not permit, threatening activities such as fishing. More information on marine parks is available at <https://parksaustralia.gov.au/marine/>

For more information on Australia's fisheries management see the Australian Government Department of the Environment and Energy's fisheries webpages at <http://www.environment.gov.au/marine/fisheries>.

Australian records show that there have been 3 permits issued for the export of live Humphead Wrasse (*Cheilinus undulatus*) since 2 January 2017 totalling 54 animals.

Dear Mr. David Morgan,

First of all, I would like to extend my gratitude for your continuous support to the implementation of CITES in China.

According to Notification No. 2018/066, Parties are encouraged to submit the reports requested in Decision 16.139, to the Secretariat by 27 July 2018. By this chance we would like to provide the following information for you. We appreciate it a lot if you could include them into your report to the 70th Meeting of the Standing Committee.

**Legislation:** China published *Regulations of PRC on Administration of Import and Export of Endangered Wild Animals and Plants* in 2006. Both the CITES listed and national protected species are included in the Harmonized System and trade is regulated, including Humphead Wrasse.

**Trade figures:** In the past 5 years, China fishery authority have had two import records for live humphead wrasses from Indonesia, 345 specimens in 2017 and 60 specimens in 2018.

**Enforcement:** Enforcement activities to deter, detect and address illegal international trade in CITES-listed species are enhanced by Chinese Customs. According to the data provided by China fishery authority, no Humphead Wrasse smuggling case was reported.

**Public awareness:** Held promotional exhibition for aquariums and markets, to popularize species conservation and regulatory policy, to promote the public awareness and to encourage rational legal utilization on aquatic resources.

#### **Humphead Wrasse Control in Hong Kong SAR, China:**

##### **Enforcement**

- The Hong Kong Government is committed to the protection of endangered species. The controls on endangered species are vigorously enforced by the Agriculture, Fisheries and Conservation Department (AFCD, CITES Management Authority) and the Customs & Excise Department (C&ED). Both departments are in close collaboration in combating illegal endangered species trade.
- The AFCD inspects the export permits for all humphead wrasse (HHW) imported to Hong Kong. The validity of the corresponding permits were verified with the CITES Management Authority of the exporting country if in doubt. The quantity of each shipment was checked against the accompanying export permit.
- There were 11 import consignments of HHW in 2017, which included 350 heads of wild HHW. Within the first half year of 2018, a total of 7 consignments, including 25 wild HHW and 3,092 farmed HHW, have been imported into Hong Kong.
- The AFCD keeps the enforcement momentum in conducting inspections at local markets to detect and deter illicit trade in HHW. AFCD officers carried out more than 660 and 540 inspections at local seafood shops and restaurants throughout the territory in 2017 and the first half of 2018 respectively. To adopt stricter domestic measures, possession of wild live HHW for commercial purposes is only allowed under a license. Suspected illegal possession of HHW was found in 18 local seafood shops or restaurants where a total of 28 HHW were seized in 2017 and the first half of 2018. After investigation, all the shops in question were prosecuted and convicted. The sentences were ranged from a fine of HK\$1,500 - 30,000. The AFCD will stay vigilant against any possible illegal trade in live HHW.
- Some scientific studies found that the facial pattern of HHW was unique to the fish individual. Thus, the AFCD is actively exploring the possibility of making use of this pattern feature in inspections to enhance our enforcement. Currently, there is collaboration between the AFCD and the University of Hong Kong on developing a facial recognition app for smart phone with a view to enhance traceability of HHW specimens.

## **International collaboration**

- Hong Kong SAR recognizes the importance of cooperation with the Government of exporting country. We have contacted Indonesian CITES Management Authority expressing our concern of the transportation mode of HHW exported from Indonesia, and our wish to strengthen collaboration with them in fighting against illegal trade of endangered species.

## **Disposal of confiscated specimens**

- The confiscated HHW are disposed in accordance with the CITES guidelines. In 2017, three confiscated live HHW were donated to Aquamarine Fukushima in Japan for conservation and education purposes. Besides, the AFCD donated four confiscated HHW carcasses to the University of Hong Kong for scientific research.

## **Publicity and Education**

- Circular letters regarding the trade regulation of live HHW have been issued to the operators of seafood restaurants and seafood stalls.
- Education visits to over 500 and 300 local seafood shops and restaurants have been conducted in 2017 and the first half of 2018 respectively. The traders were reminded on the trade regulation of HHW in Hong Kong.

## **Information regarding trade in Humphead wrasse (*Cheilinus undulates*) in Macao SAR, China**

Trade in specimens of CITES species in Macao SAR is currently being regulated by the revised domestic legislation, namely the Enforcement Law of CITES (Law No.2/2017) and its complementary regulation (Administrative Regulation No.19/2017), entry into force from 1 September 2017.

Also, the Appendices to CITES adopted during CoP17 have been enacted as the basis in granting trade authorization in Macao SAR. Being listed under Appendix II, the trade of humphead wrass (*Cheilinus undulates*) is authorized by granting import, export or re-export CITES certificate and relevant licenses. In case of importation, CITES permit or certificate issuing under provision of CITES by the management authority of exporting countries should be presented at the time of application.

Trade activity of humphead wrasse is considerably minor in Macao SAR. Over the past several years, no CITES certificate has been issued nor violation case has been recorded.

Sincerely yours,

## Singapore's implementation of CITES regulations for Humphead wrasse

Singapore is a Party to the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES). The Agri-Food and Veterinary Authority (AVA) is the designated CITES Management and Scientific Authority responsible for the implementation and enforcement of CITES in Singapore. AVA regulates the trade of CITES species through issuance of CITES permits, when conditions are met. AVA also conducts inspection on CITES consignments and investigation of enforcement cases.

2 The Endangered Species (Import and Export) Act (ESA) is the national legislation that gives effect to CITES in Singapore. Under the ESA, any person who imports, exports, re-exports or introduces from the sea any CITES species, requires a permit. The ESA empowers AVA to take enforcement action if there are violations of CITES requirements eg. smuggling of CITES species. Under the ESA, the maximum penalties include a fine of up to SG\$50,000 per species (not exceed an aggregate of SG\$500,000) and/or 2 years' imprisonment.

3 The Humphead wrasse or HHW (*Cheilinus undulatus*) was listed on CITES on 12 Jan 2005. Based on CITES permits issued for HHW traded through Singapore for last 5 years (2013-2017), the figures are as follows:-

Year	Import (pcs)	Re-export (pcs)
2013	27	0
2014	0	0
2015	0	0
2016	1	1
2017	0	0

The HHW were mainly imported from Australia and Indonesia with CITES permits. All import consignments of HHW are inspected.

4 Under the ESA, the transshipment of CITES species including HHW is authorized only if the shipments are accompanied by valid CITES permits from the exporting countries and for highly endangered species (ie. Appendix I species), the CITES import permits from the destination countries must also be presented to the State through which the shipment is being in transit via Singapore. This requirement to show CITES export permit applies to any transit of HHW through Singapore as well. For the past 5 years (2013-2018), there were no enforcement cases that involved HHW.

5 To create public awareness and enhance compliance with CITES, AVA has implemented the following outreach programs:-

- (a) Publicised enforcement cases in the mass media including social media.
- (b) Circulars to traders and meetings/dialogue sessions with industry or trade associations about CITES and its requirements.
- (c) Updates about CITES in AVA homepage ([www.ava.gov.sg](http://www.ava.gov.sg)).
- (d) Distribution of CITES brochures at ports of entry/exit, checkpoints, cruise centres, travel fairs, pet shops, schools etc.
- (e) Posters at fishery ports to educate vessel operators, fishermen and merchants about CITES requirements for import and export/re-export CITES fishes such as HHW.

6 To effectively enforce CITES, AVA works closely with other national, regional and international enforcement agencies such as the Immigration & Checkpoints Authority, Singapore Customs, Singapore Police Force and Interpol, CITES Secretariat, CITES and non-CITES Parties, non-government organisations (NGOs) as well as members of the public. AVA acts on any credible and actionable tip-offs relating to illegal trade in CITES species.

7 At the regional level, Singapore is a member of the ASEAN Working Group for CITES and Wildlife Enforcement (ASEAN WG on CITES & WE) which comprises of CITES Management, Scientific and Enforcement Authorities of the 10 ASEAN countries. The WG facilitates cross-border collaboration between ASEAN member countries in CITES matters through information exchange and capacity-building. Singapore also participates in capacity-building and enforcement trainings including identification of CITES species such as HHW.



## **ADVISORY NOTICE ON IMPORT & SALE OF CITES-LISTED HUMPHEAD WRASSE**

The Agri-Food and Veterinary Authority of Singapore (AVA) would like to remind fishing vessel operators and fish traders of the following:

1. The Humphead or Napoleon Wrasse (*Cheilinus undulatus*) is protected under the Convention on the International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES).
2. Under Singapore's Endangered Species (Import & Export) Act, it is an offence to import, export/re-export, tranship, or introduce from the sea, any CITES species, or their parts and products (e.g. meat). It is also an offence to possess, sell, offer/expose for sale, or display to the public any of these illegally imported/acquired species.
3. Offenders shall be liable, on conviction, to a fine of up to S\$50,000 per scheduled CITES species (but not exceeding an aggregate of S\$500,000), and/or jail term of up to 2 years.



Courtesy of Robert F. Myers

Large adult with distinctive humphead



Courtesy of John E. Randall

Adult fish



Courtesy of John E. Randall

25 cm long juvenile live inshore

Please visit [www.ava.gov.sg](http://www.ava.gov.sg) (*Endangered Animals* section) or contact AVA at tel: +65 6805 2992 for more information.

Dear CITES Secretariat,

Reference is made to Notification to the Parties No. 2018/066, requesting parties to share information on national regulation in place on the management, conservation and trade in Humphead wrasse (*Cheilinus undulatus*) prior to the 70th meeting of the Standing Committee.

In this regard, the Department of Fisheries (DoF), Ministry of Agriculture and Cooperatives would like to submit information on national regulation and relevant conservation and trade of this species is called “ the Ministerial Notification of Natural Resources and Environment on Export-Import Prohibition of Wildlife and Carcasses” Dated 12 April 2017 That is the national notification which aim to control and verify export/import of non-reserved/controlled wildlife products. This is also to ensure that those export-import wildlife products are not the protected species and for appropriateness and consistency with the current situation. Appendices for species of wildlife and carcasses that require certificate of permission legal definition for export and import are provided in accordance with Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES). However, DoF did not issue any permits for import-export of this specimen since this specie listed under the CITES appendix.

Best regards,

CITES Management Authority of Thailand.  
Fisheries Resources Management and Measures Division



# United States Department of the Interior

## FISH AND WILDLIFE SERVICE

International Affairs  
5275 Leesburg Pike, MS-IA  
Falls Church, VA 22041-3803



CITES Secretariat  
International Environment House  
11 Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine, Geneva  
Switzerland

JUL 23 2018

VIA EMAIL: [radisavljevicd@un.org](mailto:radisavljevicd@un.org)

Dear CITES Secretariat:

Kindly find the United States response to CITES Notification 2018/066 on the management, conservation and trade in Humphead wrasse (*Cheilinus undulatus*) attached. Please do not hesitate to contact Ms. Laura Noguchi ([laura\\_noguchi@fws.gov](mailto:laura_noguchi@fws.gov)) Chief, Wildlife Trade and Conservation Branch, if you have any questions.

Sincerely,

A handwritten signature in black ink that appears to read "Pamela Scruggs".

Pamela Scruggs, Acting Chief  
Division of Management Authority



## **United States Response to CITES Notification 2018/066 (23 July 2018)**

**Table 1. Fishing activities in U.S. territories summarized for the humphead wrasse.**

<b>American Samoa</b>	Although a Federal annual catch limit of 5% of the total estimated stock biomass within American Samoa exists, fishing for humphead wrasse does not occur. The American Samoa Executive Order 002-2012 (enforced by Department of Marine and Wildlife Resources) strictly prohibits any interaction with the species (i.e., possess, sell, kill). SCUBA spearfishing was banned in 2001.
<b>Commonwealth of the Northern Mariana Islands</b>	Federal annual catch limits allow 5% of the estimated stock biomass to be landed and free dive spear fishing at night is the primary method by which humphead wrasses are landed in the CNMI. There have been no reported landings using hook and line. The species is not a target of local commercial fishermen as it does not command a greater price per pound, being taken incidentally to target species harvest. Historically, there has not been an aquarium trade or LRFFT for humphead wrasse in the CNMI.
<b>Guam</b>	Harvest records from 2007-2011 indicate that the species is not targeted as it is of lesser value among reef fish species (species ranks 20 out of 29 for reef and bottom fish based on 5-yr average price; species ranks 12 out of 17 for reef fish only). It is caught opportunistically via spear and consumed locally. With Federal annual catch limits allowing 5% of the estimated stock biomass of humphead wrasse to be landed, 5-year commercial landings for the species average 2,410 lbs/yr with an average price of \$2.78/lb. The species is not commercially exported (Guam Fishermen's Cooperative Association, 2013).
<b>PRIAs</b>	No known fishing; fishing for the species is strictly prohibited within 12 nm of the following areas: Rose Atoll, Howland, Baker, and Jarvis Islands, Kingman Reef, Johnston Atoll, Wake Atoll, and Palmyra Atoll (78 FR 32996, June 3, 2013).

**Table 2. Domestic humphead wrasse regulations and/or conservation actions by U.S. Territory.**

<b>American Samoa</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Listed as a rare marine species, it is prohibited to possess, deliver, carry, transport, ship, import, export, sell, offer for sale, take or kill the humphead wrasse. If the species is caught or captured, it shall be immediately released, whether dead or alive. It is not a defense that the species was caught or captured inadvertently, as bycatch, or from another fishery (American Samoa Executive Order 002- 2012).</li> <li>• The National Marine Sanctuary of American Samoa is comprised of six protected areas, covering 13,581 square miles of nearshore coral reef and offshore open ocean waters across the Samoan Archipelago (77 FR 43942). Destructive fishing methods such as poisons, electrical charges, and explosives are prohibited within the Sanctuary.</li> <li>• Any type of fixed net or drift gill net is prohibited within the Sanctuary.</li> <li>• SCUBA spearfishing is prohibited within the Sanctuary.</li> </ul>
-----------------------	---

Attachment 1

CNMI	<ul style="list-style-type: none"> <li>Listed as a Species of Special Concern by CNMI Division of Fish and Wildlife.*</li> <li>Four no-take MPAs are designated in the CNMI: Sasanhaya Fish Reserve on Rota; Mānagaha Marine Conservation Area surrounding Mānagaha Island on Saipan, as well as the Bird Island MPA, and Forbidden Island MPA.</li> <li>Explosives, poisons, electronic shocking devices, SCUBA, or hookah while fishing is prohibited.</li> <li>No person shall use drag nets/beach seines (Chenchulun and lagua), trap net (Chenchulun managam), surround net (Chenchulun Umesugon) or gill nets (Tekken) for taking of fish or other sea life.</li> <li>No person shall possess, sell, or purchase any fish, game, marine, or other aquatic life taken by means prohibited in this section.</li> <li>Use of any of these nets or devices will result in the net or devices being confiscated and the owners will be subject to penalties (fines and/or imprisonment).</li> <li>Fishing gear that is substantially destructive to benthic substrate is prohibited.</li> <li>The sale or export of marine aquarium fish is prohibited.</li> </ul>
Guam	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gill and surround gear net restrictions include: Surround nets must be removed within six hours of setting. All aquatic animals prohibited from take or which do not meet take requirements must be released immediately once determined to be in the net. All animals killed during the take must be recovered and removed from the waters of Guam (no marine finfish are “prohibited”). Gill nets for commercial harvest of aquatic animals is prohibited.</li> <li>Place-based fishing restrictions for the following marine preserves: Tumon Bay, Agana Boat Basin, Piti Bomb Holes, Sasa Bay, Achang Reef Flat, and Pati Point.</li> <li>Bill 11-32 (COR) – bans SCUBA spearfishing (introduced in January 2013 but not yet passed)</li> </ul>
PRIAs	<ul style="list-style-type: none"> <li>No fishing of any fish including the humphead wrasse within 12 nm of Rose Atoll, Howland, Baker, and Jarvis Islands, Kingman Reef, Johnston Atoll, Wake Atoll, and Palmyra Atoll. **</li> <li>Beyond 12 nm, only allowable fishing gear/methods are permitted.</li> </ul>

\* The CNMI's Division of Fish and Wildlife's designation of the humphead wrasse as a "Species of Special Concern" has no implications to harvest or management.

\*\*Essentially a complete ban on the collection of species since there is no coral reef habitat outside of 12 nm.

#### Humphead Wrasse: Updates to Regulations, Management, and Trade:

**Table 3. Summary of Catch (lb) of Humphead Wrasse vs. Annual Catch Limit (ACL) for the three U.S. Pacific Island territories**

Territory	ACL	2014	2015	2016	2017*	Mean	% ACL - Mean	Max	% ACL - Max
American Samoa	1,743	0	0	10	0	2.5	0.1%	10	0.6%
Guam	1,960	98	143	77	2	80	4.1%	143	7.3%
CNMI	2,009	0	69	114	0	45.75	2.3%	114	5.7%

\* ACLs not specified for 2017

Sources: WPRFMC documents for SSC. If catch totals differed between reports, higher value used.

126th SSC - Evaluation of 2016 Catches Relative to its Respective Annual Catch Limits.

173rd SSC - Evaluation of 2017 Catches Relative to Respective Annual Catch Limits.

**CNMI**

- Humphead wrasse were categorized as one of the 'Species of Greatest Conservation Need' in the [2015 Division of Fish and Wildlife Action Plan](#)
- The no-take MPAs have not changed.
- Gear restrictions remain the same, though you can use large nets on Rota with a local permit now.
- Penalties remain the same.

**Guam**

- Rules remain the same - the only restriction is the marine preserves.
- There are no restrictions on harvesting humphead wrasse outside of the marine preserves.
- The scuba spear legislation was NOT passed.
- Local enforcement capacity has been on a steady decline, so preserve enforcement is limited.
- There has also been an increase in commercial fishing with a number of new fish stores opening over the past 5 years.
- The Department of the Navy has fishing instructions for the base that would help protect humphead wrasse, however, they do not have any enforcement program at this time. Spearfishing along the shoreline at the base is prohibited. There are also restrictions in the Navy's Ecological Reserve Areas at Pati Point and Orote Peninsula, but unsure of the current status for these rules. At this time, these rules seem to only be applied to military personnel and dependents and those accessing the water through Navy property.

**American Samoa**

No further updates

